



COMMUNIQUÉ DE PRESSE - POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE : 5 AVRIL 2023

COLLECTIF AFRICAIN POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE : EN SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE ET CENTRALE

Le Collectif pour la justice climatique en Afrique est préoccupé par les effets ravageurs de la crise climatique en Afrique, en particulier par les récentes inondations qui ont submergé certaines parties des régions d'Afrique australe et centrale du continent.

Le cyclone Freddy a fait des ravages dans les pays d'Afrique australe, notamment à Madagascar, au Mozambique et au Malawi depuis février 2023. Des milliers de personnes ont été déplacées et des centaines ont perdu la vie, tandis que d'autres sont toujours portées disparues. À Madagascar, au moins 300 000 personnes ont été touchées, 17 sont mortes et 3 sont portées disparues. Le Malawi a enregistré 563771 personnes déplacées, 511 morts et 533 disparus. Dans la province de Zambezia au Mozambique, 22 000 personnes ont été déplacées, 10 sont mortes et 14 ont été blessées.

En Afrique centrale, la ville de Buea, dans le sud-ouest du Cameroun, a connu entre le 18 et le 19 mars 2023 des pluies torrentielles qui ont provoqué des inondations et des glissements de terrain et fait des victimes. Les deux catastrophes, qui ont été déclenchées par plusieurs heures de précipitations, ont entraîné des pertes en vies humaines (les médias ont confirmé deux décès) et la destruction de biens. Au total, près de 300 personnes vivant au pied du Mont Cameroun ont été touchées. Dans tous ces pays, des maisons et des infrastructures ont été détruites et il faudra beaucoup de temps ainsi qu'un important flux de fonds pour se remettre sur pied. Ces événements soulignent le besoin urgent de stratégies efficaces de réponse aux catastrophes et de mesures d'atténuation du changement climatique pour protéger les communautés vulnérables dans les pays touchés et au-delà.

Face à ces événements tragiques, le Collectif Africain pour la Justice Climatique (ACJC), composé de 27 organisations de la société civile basées sur des mouvements et d'autres alliés, ainsi que d'individus et de partenaires dans toute l'Afrique, appelle à des actions concrètes pour faire face aux urgences climatiques en cours, non seulement en Afrique australe, mais aussi sur l'ensemble du continent. Le long périple du cyclone Freddy a commencé au large des côtes australiennes au début du mois de février 2023. Après être devenu une tempête exceptionnellement puissante et avoir traversé l'océan Indien, Freddy a d'abord frappé l'est de Madagascar le 21 février et le sud du Mozambique quelques jours plus tard.

Selon Anabela Lemos, directrice de Justiça Ambiental/Friends of the Earth Mozambique et membre de l'ACJC, "notre peuple est contraint de payer la dette qu'il n'a jamais eue, il est contraint de souffrir de la douleur et l'agonie de la crise qu'il n'a jamais créée, tandis que le gouvernement et les multinationales se rendent à la banque les poches pleines".



Rumbidzai Mpahlo, qui coordonne l'ACJC, a déclaré : "En tant que collectif, nous continuons d'appeler à l'activation du financement climatique et du Fonds pour les pertes et dommages, sans conditions répressives et créatrices de dettes. Il s'agit d'une situation d'urgence qui doit être traitée avec toute la célérité qu'elle mérite.

Maimoni Ubrei-Joe des Amis de la Terre Afrique et Nigéria a déclaré que le récent rapport du GIEC a démontré une fois de plus l'incapacité des dirigeants mondiaux à s'engager dans la lutte contre la crise climatique mondiale. *“Il est temps d'agir pour inverser les effets négatifs du changement climatique”*.

Le récent rapport du GIEC a suffisamment montré que les prévisions climatiques à court terme (sur les prochaines décennies) ne sont pas brillantes, et que les catastrophes météorologiques telles que le cyclone Freddy se multiplieront avec des conséquences désastreuses. Il est donc plus que jamais temps de mettre en place une gestion des catastrophes plus efficace et plus efficiente, capable d'anticiper ces risques et ces catastrophes, en se penchant de toute urgence sur le cas des communautés touchées par le cyclone Freddy. Les expériences positives de gestion des inondations extrêmes et autres phénomènes climatiques sur le continent africain devraient inspirer le développement et le renforcement des mécanismes d'alerte et de réponse rapide.

Le réseau africain du CADTM demande que les multinationales polluantes reconnaissent leurs dettes climatiques et paient les compensations dues aux victimes du changement climatique et à l'Afrique dans son ensemble en se concentrant sur ces trois pays : le Mozambique, le Malawi et le Cameroun qui sont actuellement aux prises avec les impacts du changement climatique. Le réseau africain du CADTM invite les leaders africains à ne pas rembourser les dettes qu'ils ont contractées pour réparer les dommages causés par le changement climatique.

Nous sommes solidaires des personnes affectées au Malawi, au Mozambique, au Cameroun et à Madagascar. Le Nord global et les gouvernements de ces nations devraient s'assurer que des fonds et du matériel de secours sont mis à disposition pour les pertes et les dommages, comme convenu lors de la COP 27, et que ces fonds sont mis à la disposition des personnes directement touchées et ne sont pas acheminés vers les fonds écologiques nationaux où ils seront détournés pour répondre à d'autres besoins nationaux, laissant de côté ceux qui ont été gravement touchés par le cyclone.

Nous traversons un grand moment de transition, d'un système qui s'effondre à un nouveau, qui n'est pas encore complètement formé. En ce moment même, un petit nombre de puissants Africains assoiffés de sang continuent de vendre nos pays et notre souveraineté, fomentant des guerres et des destructions pour nourrir leur vanité et leur profit personnel. Dans le même temps, sur le terrain, des personnes font preuve des meilleurs principes humains, se jetant dans le chaos de l'après-catastrophe pour aider les victimes, atteignant souvent les zones où "aucune aide n'arrive jamais", et tant d'autres qui mobilisent leur solidarité à leur manière pour soutenir leurs concitoyens.



Malgré l'ampleur de la solidarité internationale lors d'une catastrophe majeure, les nations africaines doivent se doter de la vision, des capacités, des compétences et des ressources nécessaires non seulement pour se préparer aux catastrophes, mais aussi pour gérer leurs territoires en harmonie avec la nature. L'ACJC reconnaît que la mise en œuvre de cette proposition est très complexe, mais seule la nation elle-même peut revendiquer sa propre souveraineté. Les gouvernements africains DOIVENT CHANGER DE VOIE. Les solutions et les propositions de l'ACJC constituent un guide à cet égard. Mais il reste encore beaucoup à faire. Aujourd'hui plus que jamais, il est amplement démontré que les territoires dotés d'une plus grande biodiversité sont nettement plus résilients ou capables de se remettre plus rapidement des chocs liés au climat. Certaines solutions, sinon la plupart, sont déjà à notre portée en tant que société.

Nos pensées vont à tous ceux qui ont perdu un être cher et à ceux qui restent dans le deuil, mais aussi à tous les survivants et à ceux qui, sur le terrain, s'efforcent de faire de leurs communautés un meilleur endroit pour nos êtres chers.

UNE NOUVELLE AFRIQUE EST POSSIBLE !
LA JUSTICE CLIMATIQUE MAINTENANT !

Contact : Benson Dotun Fasanya / africaclimatejustice@gmail.com | +2347062249235.